

MIGRANT.E.S ET REFUGIÉ.E.S EN GRÈCE

10/05/2022 - 24/05/2022

- Les migrant.e.s détenu.e.s dans le nouveau camp de l'île de Samos ont vécu [sans eau courante](#). Le nouveau camp, qui a été construit comme une installation fermée comme celles des autres îles de la mer Égée, a été présenté comme un nouveau modèle positif pour la détention des migrants. Cependant, les résidents n'ont accès à l'eau courante que deux heures par jour.
- Le 15 mai 2022, Alarm Phone a signalé un [refoulement](#) dans la mer Égée où 9 personnes, près de l'île de Rhodes, ont été attaquées par les autorités grecques et repoussées vers les eaux turques.
- Le 14 mai 2022, Alarm Phone signale [18 personnes](#) en détresse dans la zone de recherche et sauvetage (SAR) maltaise, en provenance de Tobrouk, en Libye. Malgré les alertes, les autorités maltaises ne sont pas intervenues alors que le bateau se rapprochait de la zone SAR grecque. Après une journée en mer, les autorités grecques ont confirmé avoir secouru les 18 personnes et les avoir débarquées à Kalamata, en Grèce.
- Le 13 mai 2022, des soldats grecs ont repoussé [15 citoyens turcs](#) dont 5 enfants qui traversaient le fleuve Evros en bateau. Les soldats ont tenu les enfants sous la menace d'une arme et les ont jetés à l'eau pour forcer les parents à retourner en Turquie. Historiquement, la Grèce a accueilli des dirigeants de l'opposition turque et des personnes faisant l'objet de persécutions en Turquie pour avoir été accusées de soutenir la tentative de coup d'État de 2016, mais cela [a changé](#) ces derniers mois. Parmi les 15 personnes, certaines ont été [accusées](#) par le gouvernement turc d'avoir participé à la tentative de coup d'État de 2016 et de faire partie d'organisations terroristes. Huit d'entre elles sont aujourd'hui en prison.
- Le 13 mai 2022, les autorités grecques ont [repoussé](#) 13 des 15 personnes qui ont atteint l'île de Samos. Seules 2 d'entre elles ont réussi à atteindre le camp.

05/04/2022 - 10/05/2022

- Le Conseil grec pour les réfugiés a [aidé](#) 5 groupes de personnes syriennes demandant l'asile, dont 44 enfants, en déposant 5 demandes de mesures provisoires "*demandant que les réfugié.e.s syrien.ne.s se voient accorder une assistance humanitaire et un accès à la procédure d'asile*". Les deux premiers

groupes ont été accueillis par les autorités grecques, deux autres groupes ont été repoussés vers la Turquie, et le dernier s'est retrouvé bloqué sur une île de la rivière **Evros**. La Cour européenne des droits de l'Homme a accordé les mesures provisoires pour ce dernier groupe et a ordonné au gouvernement grec de ne pas renvoyer ces personnes et de leur fournir une assistance.

- [3 survivants](#) d'un naufrage qui a eu lieu le 21 décembre 2021 sont condamnés à 18 peines de prison à vie pour avoir dirigé le bateau.
- Le 2 mai 2022, un chauffeur de taxi d'**Athènes** a [tiré](#) une balle dans la tête d'un migrant pakistanais. Par chance, l'homme a été immédiatement transporté à l'hôpital et est toujours en vie.
- Le 26 avril 2022, Alarm Phone a signalé un naufrage qui a eu lieu près de l'île de Kythira, avec [73 personnes](#) en détresse. Les garde-côtes grecs sont intervenus et les ont secourus, affirmant que personne n'était porté disparu.
- Le 22 avril 2022, Alarm Phone signale [86 personnes](#) en détresse dans les eaux grecques. Les autorités grecques ont été informées mais ne sont pas intervenues. Finalement, les personnes ont atteint l'Italie, heureusement aucune victime n'a été enregistrée.
- Le 21 avril 2022, [35 personnes](#) étaient en détresse près de Samos, en Grèce. Elles ont été aidées par les garde-côtes turcs. Le même jour, un autre groupe de [25 personnes](#) a également été repoussé par les autorités turques alors qu'il était en détresse près de **Samos**.
- Environ [40 personnes](#) se sont retrouvées bloquées sur une petite île du fleuve Evros, entre la Grèce et la Turquie. Les autorités ont été informées mais il n'y a aucune information sur le sort de ces personnes, qui ont peut-être été repoussées.
- Le 16 avril 2022, une femme africaine a été retrouvée [morte par balles](#) alors qu'elle tentait de passer en Grèce avec 11 autres personnes en bateau. Les autorités grecques ont accusé les autorités turques d'avoir tiré le coup de feu. Cette affirmation n'est toutefois pas certaine car la balle semble avoir été tirée de très près (les autorités turques n'étaient pas si proches du bateau).
- Le 21 avril 2022, la police grecque a sauvé [64 Syriens](#) qui avaient été abandonnés sur une petite île du fleuve **Evros** par des passeurs. Parmi eux se trouvaient 10 enfants.
- Le Comité des Nations unies sur les disparitions forcées a [publié](#) ses conclusions sur la Grèce, soulignant ses inquiétudes concernant les actions de repoussement et le manque de transparence des opérations en mer, et

exprimant de graves préoccupations "concernant la criminalisation des activités de recherche et de sauvetage en mer en vertu de la législation nationale et concernant les poursuites et les menaces à l'encontre des défenseurs des droits humains impliqués dans le sauvetage des victimes de disparitions forcées et de repoussages".

- Alors que le gouvernement grec s'est félicité ces deux dernières années de la fermeté de ses politiques migratoires, il réserve désormais un [traitement différent](#) aux demandeurs d'asile ukrainien.ne.s, en leur facilitant l'accès aux abris, aux écoles et même à l'emploi. Selon le bureau du HCR en Grèce, "la solidarité dont l'UE a fait preuve envers les réfugiés ukrainien.ne.s devrait servir d'exemple pour toutes les crises de réfugiés et montrer que l'UE peut avoir une approche organisée de l'asile".

22/03/2022-05/04/2022

- Le 31 mars 2022, suite à une [demande](#) de mesures provisoires de la part d'Alarm Phone et du Border Violence Monitoring Network (BVMN), la Cour européenne des droits de l'Homme a exigé que la Grèce offre un abri et de la nourriture à 34 personnes bloquées sur un îlot d'**Evros**.
- Le 29 mars 2022, selon une déclaration de [l'autorité nationale grecque de la transparence](#), qui a été chargée d'enquêter pour savoir si le gouvernement grec effectue des refoulements, l'autorité n'a trouvé aucune preuve de refoulement, mais les conclusions n'ont pas encore été publiées.

08/03/2022-22/03/2022

- Le 11 mars 2022, pour la première fois, la **Cour européenne des droits de l'Homme** a [rendu](#) une décision ordonnant qu'il n'y ait pas de refoulement des îles grecques, à la suite d'une demande d' Aegean Boat Report d'intervenir avec une mesure urgente en vertu de l'article 39 du règlement de la Cour.
- Depuis le 12 mars 2022, 30 demandeurs d'asile syriens sont [bloqués](#) sur la petite île de la rivière **Evros**, sans eau ni nourriture depuis six jours. À la suite d'une demande de mesures provisoires déposée auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, la Grèce a finalement [transféré](#) les demandeurs d'asile sur le territoire grec.
- Le Syrien **Alaa Hamoudi**, représenté par l'association juridique Front-Lex, et illégalement repoussé en Turquie par les autorités grecques, [poursuit](#) l'agence frontalière de l'Union européenne **Frontex** pour complicité présumée.
- Le 13 mars 2022, les garde-côtes grecs ont [secouru](#) près de 100 migrant.e.s, pour la plupart des Afghans fuyant les talibans, après que leur bateau ait été en difficulté au large de l'île de **Paros**.

- Le 8 mars 2022, 27 organisations de la société civile ont adressé une [lettre conjointe](#) à la commissaire européenne chargée des affaires intérieures, **Ylva Johansson**, concernant le « non-respect systématique par la Grèce de la directive sur les procédures d'asile en ce qui concerne le concept de pays tiers sûr ».

23/02/2022 - 08/03/2022

- [Sept corps](#) se sont échoués sur le rivage de Lesbos, probablement après un naufrage non signalé.
- Filippo Grandi, le commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a [déclaré](#) que le HCR a recueilli des preuves de 540 incidents de « retours informels » effectués par les autorités grecques depuis le début de 2020.
- Une femme de 32 ans ayant la nationalité française et turque a [accusé](#) les autorités grecques de les avoir repoussés, elle et son mari, vers la Turquie. Elle affirme qu'ils échappaient à une peine de prison à motivation politique en Turquie. Elle est actuellement détenue dans une prison en Turquie et a engagé une action en justice devant la Cour européenne des droits de l'homme. Il s'agirait du premier cas où les autorités grecques repoussent une citoyenne européenne.
- Le 13 février 2022, Aegean Boat Report a [demandé](#) à la Cour européenne des droits de l'homme d'intervenir au titre de l'article 39 pour empêcher le refoulement de quatre personnes qui se cachaient sur le territoire grec, dans les îles de la mer Égée. La Cour a rendu une décision provisoire et a demandé des éclaircissements au gouvernement grec sur ces allégations de refoulement et a également demandé au gouvernement de fournir une assistance aux demandeurs d'asile. Cependant, dans le temps qu'il a fallu à la Cour pour rendre sa décision, trois des quatre personnes ont été repoussées. Il est important de noter que, comme le souligne l'Aegean Boat Report, « l'article 39 du règlement de la Cour est le seul moyen pour les demandeurs d'asile et les migrants de bénéficier d'une protection efficace de leurs droits contre les refoulements perpétrés par les autorités grecques ».

08/02/2022 - 22/02/2022

- Une [enquête](#) menée par Lighthouse Report, The Guardian, Der Spiegel et Mediapart a montré comment les garde-côtes grecs, lors de certains refoulements, jettent des personnes à l'eau sans gilet de sauvetage et les obligent à nager vers la Turquie. Selon la reconstitution, deux personnes - Sidy Keita de la Côte d'Ivoire et Didier Martial Kouamou Nana du Cameroun - sont mortes de cette façon et leurs corps ont été retrouvés sur les côtes turques. En septembre 2021, ils ont traversé la mer Égée et sont arrivés sur l'île grecque de Samos. Ils ont été retrouvés par les autorités grecques, qui

les ont forcés à monter à bord d'un hors-bord, les ont battus et les ont jetés par-dessus bord sans gilet de sauvetage alors qu'ils étaient proches de la Turquie. Une autre personne, Ibrahim, était à bord avec eux et est le seul survivant et témoin qui peut attester de ce qui s'est passé. Deux fonctionnaires grecs interrogés sous couvert d'anonymat ont confirmé que cette pratique a été utilisée sur d'autres demandeur.se.s d'asile. Selon Lighthouse Report, il existe des preuves d'au moins 29 autres cas depuis mai 2021 où des personnes ont été jetées par-dessus bord lors de refoulements.

- Le HCR a [demandé](#) une enquête sur le cas des 19 migrant.e.s qui sont morts de froid à la frontière terrestre gréco-turque, après avoir été forcés à se déshabiller et avoir été prétendument repoussés par les autorités grecques. La Grèce et la Turquie [s'accusent mutuellement](#) de ces décès, sans fournir aucune preuve de ce qui s'est réellement passé.
- La commission LIBE a [demandé](#) à la Commission européenne d'autoriser les demandeur.se.s d'asile syrien.ne.s, dont la demande d'asile a été rejetée en raison de la désignation de la Turquie comme pays tiers sûr, à déposer une nouvelle demande.
- La police grecque a [arrêté](#) cinq personnes sur l'île de Lesbos après l'émergence d'une protestation contre la construction d'un nouveau camp fermé sur l'île.

25/01/2021-08/02/2022

- [12 personnes](#) ont été retrouvées mortes sur les montagnes entre la Grèce et la **Turquie**. Selon les autorités turques, qui ont trouvé les corps, les personnes sont mortes après avoir été repoussées par les autorités grecques dans le froid et sans vêtements.
- Le 30 janvier 2022, un groupe de [21 demandeurs.se.s d'asile](#) est arrivé sur l'île de **Chios**. 12 d'entre eux ont été interceptés par les garde-côtes helléniques, qui les ont repoussés en mer jusqu'à ce qu'ils soient secourus par les autorités turques. Trois d'entre eux ont été rejetés en mer sans bateau ni radeau de sauvetage. Deux autres ont regagné la côte, et l'un est porté disparu, probablement noyé. Il n'y a pas d'information sur le reste du groupe ; s'il se cache toujours ou s'il a été intercepté par la police.
- Le 24 janvier 2022, un groupe d'environ [40 personnes](#), dont 15 enfants, a débarqué sur l'île d'**Aspalathrokampos**. Quelques heures plus tard, les personnes ont été prises en charge par les garde-côtes helléniques et repoussées en mer. Elles ont été retrouvées et secourues par les autorités turques. Malheureusement, cette pratique - clairement contraire au droit international - est de plus en plus utilisée par les autorités grecques, qui

repoussent les personnes en mer même si elles se trouvent déjà sur le sol grec.

- Les autorités grecques ont piégé pendant cinq jours [29 demandeurs.ses d'asile](#), dont des enfants, sur une île du fleuve **Evros**, jusqu'à ce qu'ils soient interceptés par les autorités turques. Selon la reconstitution des événements par l'Efsyn, après cinq jours, les autorités turques ont convaincu les personnes qu'elles allaient les amener en Grèce, mais elles les ont ramenées en **Turquie** et les ont violemment battues après avoir réalisé que certains d'entre eux étaient turcs. L'un d'entre eux, un Syrien souffrant de problèmes de santé, est mort.
- Les réfugié.e.s ont été particulièrement touché.e.s par les récentes [tempêtes de neige](#) en Grèce. Beaucoup ont dû dormir dans la rue ou sous des tentes par des températures glaciales, en raison de la décision du gouvernement grec de [suspendre](#) les demandes d'asile sur le continent depuis novembre 2021.
- La Grèce prévoit de déployer un nouveau [programme de police biométrique](#) "pour recueillir à grande échelle des informations biométriques sur les personnes et les recouper avec les bases de données de la police, de l'immigration et du secteur privé, principalement à des fins d'immigration". Human Rights Watch dénonce le fait que ce programme pourrait exposer les demandeurs.ses d'asile au profilage racial et être contraire aux lois internationales sur la protection de la vie privée.
- Amnesty International a [présenté](#) une soumission au Comité des Nations Unies contre la torture concernant « les mauvais traitements et la torture des demandeurs d'asile et des migrants dans le contexte de refoulements violents ; la détention des immigrants et les conditions de détention ; le système d'asile ; les violations des droits de l'Homme dans le cadre du maintien de l'ordre lors des manifestations, y compris les rapports actuels faisant état d'un recours inutile et excessif à la force et le non-respect par les autorités grecques des normes internationales en matière de droits de l'Homme relatives à la protection des droits des détenus et des garanties fondamentales contre la torture ; le recours excessif à la force dans le cadre du contrôle des migrations ; la criminalisation des défenseurs des droits de l'Homme qui travaillent avec les migrants et les demandeurs d'asile ; les attaques contre les réfugiés, les journalistes et les ONG qui travaillent avec les réfugiés et les migrants ; et les violences sexistes ».
- Les groupes d'aide en Grèce accusent le gouvernement de priver délibérément plus de 6 000 réfugié.e.s de nourriture et de provoquer une grave [crise de la faim](#). En effet, le gouvernement a décidé de ne plus fournir de nourriture à ceux.celles qui ne sont plus en procédure d'asile, laissant 40% des réfugié.e.s dans les camps, sans nourriture.

- Alarm Phone a gardé le contact avec certains des survivants des naufrages de décembre en **mer Égée**, qui sont principalement en détention à **Athènes**. Jusqu'à présent, [28 corps](#) ont été retrouvés, probablement dans ces naufrages, mais les proches des disparus ne reçoivent aucun soutien des autorités grecques.

11/01/2022-25/01/2022

- La Commission européenne a [déclaré](#) que pour les cas de réfugié.e.s syrien.ne.s dont la demande d'asile a été jugée irrecevable en Grèce, car ils.elles pourraient être renvoyé.e.s en Turquie, ils.elles devraient être autorisé.e.s à demander à nouveau l'asile.
- Alarm Phone [rapporte](#) qu'un bateau a été repoussé dans la nuit du 15 janvier 2022 près de **Rhodes**. La Grèce est de plus en plus critiquée pour les pratiques de refoulement de ses garde-côtes. En effet, [25 000 personnes](#) auraient disparues après avoir été secourues par les autorités grecques, mais n'auraient jamais atterri sur une île grecque.
- Le 10 janvier 2022, un [corps](#) s'est échoué sur l'île de **Sifnos**. Il est probable qu'il provienne d'un des naufrages qui ont eu lieu en décembre 2021.
- Le 9 janvier 2022, un bateau transportant [25 migrant.e.s](#) - dont 17 enfants - est arrivé à **Lesbos**. Le groupe tentait de se cacher de la police et était en contact avec l'organisation Aegean Boat Report. Pendant toute la nuit, les personnes ont réussi à se cacher mais finalement, le lendemain matin, la police les a trouvées. Les policiers, qui faisaient partie des garde-côtes grecs, ont transporté le groupe de personnes sur plus de 200 km avant de les mettre sur un radeau de sauvetage en mer et de les repousser vers la **Turquie**. Les garde-côtes grecs ont fait preuve de violence à l'égard des personnes concernées : ils ont brisé le pied d'une petite fille, tandis que d'autres enfants font état de marques physiques et d'ecchymoses infligées par les agents.
- 30 demandeurs.ses d'asile [cubains](#) ont été expulsé.e.s de force de la Grèce vers la **Turquie** à la fin de l'année 2021, et accusent aujourd'hui les autorités grecques d'abus. Le groupe accuse les autorités grecques d'avoir usé de violence à leur encontre, de les avoir dépouillé.e.s de leurs vêtements, d'avoir pris leurs effets personnels et de les avoir forcé.e.s à marcher jusqu'à la frontière avec la Turquie sous les yeux d'agents armés et cagoulés.
- Un groupe de migrant.e.s fuyant le **Liban** a [accusé](#) les garde-côtes grecs d'abus. Ils.elles ont quitté le Liban le 26 octobre 2021 et, après avoir passé trois jours en mer, ils,elles ont accosté sur l'île grecque de **Kastellorizo** en raison d'une tempête. Bien qu'ayant reçu l'autorisation d'accoster, les garde-côtes se sont ensuite approchés et ont accroché le bateau des

migrant.e.s au leur. Les migrant.e.s ont été forcé.e.s de monter à bord du navire des garde-côtes. Certain.e.s d'entre eux.elles ont été battu.e.s, et les garde-côtes ont même tiré des coups de feu en l'air pour les intimider. Après avoir passé une nuit sur le navire des garde-côtes, les migrant.e.s ont été réparti.e.s dans quatre radeaux de sauvetage plus petits et on leur a dit de se rendre en **Italie** (mais ils.elles ont en fait été dirigé.e.s vers la Turquie). Finalement, les migrant.e.s ont été intercepté.e.s par les autorités turques, placé.e.s dans des centres d'expulsion et rapatrié.e.s sur un vol à la fin du mois de novembre 2021.

- L'équipe de Mobile Info a publié le [rapport](#) "Live on hold : L'accès à l'asile en Grèce continentale, en Crète et à Rhodes".

14/12/2021 - 11/01/2022

- Le 6 janvier 2022, les résident.e.s de Chios [se sont rassemblé.e.s](#) au port pour empêcher le déchargement des machines qui seront utilisées pour la construction d'un nouveau centre fermé.
- Selon le ministre grec de la protection civile, entre avril et novembre 2021, il y a eu une augmentation de [45% de l'empêchement](#) des réfugié.e.s et des migrant.e.s d'entrer en Grèce par le fleuve Evros, [143.472 personnes](#) ayant été arrêtées avant de passer en Grèce. Cela inquiète concernant des violations potentielles des droits fondamentaux à cette frontière terrestre. Le ministre a également annoncé le déploiement de 550 gardes-frontières supplémentaires, ainsi que le lancement d'un système de surveillance automatisé.
- Lors de son discours de fin d'année, le ministre grec de l'Immigration et de l'Asile, Notis Mitarakis, a confirmé qu'environ [25 000 demandeurs.ses d'asile](#) ont disparu en 2021 après avoir été secouru.e.s par les autorités grecques. En effet, 8 616 demandeurs.ses d'asile sont arrivé.e.s en Grèce l'année dernière, et plus de 4 000 d'entre eux.elles ont débarqué sur les îles grecques. Cependant, les garde-côtes grecs ont déclaré avoir secouru environ 29 000 personnes sur l'ensemble de l'année 2021, ce qui laisse planer le doute sur le sort des 25 000 personnes qui n'ont jamais atteint les îles grecques.
- Entre le 22 et le 24 décembre 2021, [trois bateaux](#) ont chaviré dans la mer Égée, causant la mort de dizaines de personnes. Le 22 décembre 2021, un bateau a chaviré avec une cinquantaine de personnes à bord près de l'île de Folegandros : 3 corps ont été retrouvés, 13 personnes ont été secourues et au moins 17 sont portées disparues. Le 23 décembre 2021, un bateau a chaviré près de l'île d'Antikythera : 11 personnes sont mortes et 90 ont été secourues. Le 24 décembre 2021, un bateau a chaviré, causant la mort de 12 personnes, tandis que 62 ont été secourues et au moins 28 sont portées

disparues. Ces naufrages surviennent alors que les passeurs utilisent de plus en plus une nouvelle route dangereuse entre la Turquie et l'Italie, afin d'éviter les eaux grecques fortement contrôlées. Le 6 janvier 2022, [trois corps ont été retrouvés](#) près de l'île de Naxos, qui feraient partie du naufrage du Folegandros.

- Le tribunal administratif de Syros a [jugé](#) illégale la mesure visant à interdire la sortie d'un demandeur d'asile afghan du nouveau centre fermé de Samos. Le demandeur d'asile afghan était représenté par le Conseil grec pour les réfugiés, qui a fait valoir que la privation de liberté du requérant était contraire au droit grec et européen.
- Le 20 décembre 2021, la Cour européenne des droits de l'Homme a [communiqué](#) qu'elle allait examiner deux affaires déposées contre la Grèce concernant des expulsions collectives illégales. Les preuves fournies par le Centre juridique de Lesbos montrent "que les requérants ont été attaqués, détenus arbitrairement, abusés psychologiquement et physiquement, et finalement expulsés du territoire grec, sans que leurs demandes d'asile soient examinées individuellement". La Cour devrait rendre une décision sur ces affaires à l'été 2022.
- À la suite d'un [cri d'alarme](#) lancé par 27 ONG grecques sur les graves conditions auxquelles sont confrontés les réfugié.e.s et les demandeurs.ses d'asile dans le pays après que le gouvernement a mis fin à l'aide en espèces et en nourriture, la commissaire européenne Ylva Johansson a publié une [réponse](#) critiquant la décision du gouvernement grec et exigeant la fourniture de nourriture, d'abris et de produits hygiéniques à toutes les personnes vulnérables. Pendant ce temps, de nombreux réfugié.e.s et demandeurs.ses d'asile sont confronté.e.s à un sérieux manque de [nourriture](#) et d'accès aux besoins de base.
- Le [Médiateur](#) adjoint s'est adressé au Ministère grec de la migration et de l'asile concernant le cas de l'ONG Refugee Support Aegean, dont la demande d'inscription au registre des ONG a été rejetée.

30/11/2021-14/12/2021

- Le 27 novembre 2021, [deux nouveaux centres](#) ont été ouverts sur les îles grecques de **Leros** et **Kos**. Semblables à celui ouvert à **Samos** en septembre, ces nouveaux camps sont des structures fermées construites avec des fonds européens. Les camps sont contrôlés par des clôtures en fil barbelé, des systèmes de surveillance à rayons X de haute technologie, des systèmes d'identification et de numérisation des empreintes digitales et du personnel militaire. Deux autres centres similaires seront ouverts l'année prochaine à **Lesbos** et à **Chios**.

- Selon Amnesty, une centaine de demandeurs.ses d'asile [détenu.e.s](#) dans les nouveaux centres ne sont pas autorisé.e.s à quitter le camp à quelque moment que ce soit de la journée. Ce groupe de personnes ne possède pas de carte d'identité valide délivrée par le gouvernement, soit parce que leur demande a été rejetée, soit parce qu'ils.elles sont de nouveaux arrivant.e.s. Sans cette carte, ils.elles ne sont jamais autorisé.e.s à quitter les centres, en violation de leur droit à la liberté.
- 27 ONG grecques lancent [un cri d'alarme](#) alors que les demandeurs.ses d'asile et les réfugié.e.s sur le continent ont cessé de recevoir une aide alimentaire et une assistance en espèces. Pendant environ deux mois, les réfugié.e.s dont la demande d'asile avait déjà été acceptée ont cessé de recevoir une aide alimentaire en raison de l'application d'une loi adoptée par le gouvernement grec l'année dernière. Dans le même temps, environ 34 000 demandeurs.ses d'asile n'ont pas reçu d'aide financière depuis que le programme a été transféré du HCR au gouvernement grec il y a environ deux mois.
- 19 organisations actives sur la question des réfugié.e.s en Grèce ont [publié](#) une déclaration commune dénonçant le refus du ministère des migrations et de l'asile d'enregistrer l'organisation de la société civile à but non lucratif "Refugee Support Aegean" (RSA) sur son registre des ONG.

16/11/2021-29/11/2021

- La Grèce [persécute](#) de plus en plus les personnes qui aident les migrants :
 - Des militant.e.s travaillant pour l'ONG grecque Emergency Response Centre International risquent 25 ans de prison. Les deux militants **Seán Binder** et **Sarah Mardini** sont notamment [accusés](#) de trafic d'êtres humains, de blanchiment d'argent, de fraude et d'espionnage en raison de leur prétendue interception de fréquences radio. La police les accuse également d'être membres d'une organisation criminelle qui se présente comme une ONG pour tirer profit du passage clandestin de personnes en Grèce. Le procès contre eux et 22 autres volontaires, qui devait se tenir à **Lesbos** le 18 novembre, a été [reporté](#).
 - [Trois jeunes hommes](#) originaires d'**Afghanistan** et de **Somalie** risquent des peines extrêmement longues sur l'île grecque de **Chios** pour avoir conduit des canots pneumatiques avec des migrant.e.s à bord, qui avaient été abandonné.e.s dans la mer Égée par des passeurs. Les trois jeunes hommes sont accusés d'être des passeurs. Deux d'entre eux sont condamnés à 50 ans de prison ; le troisième à 142 ans.

- Le 28 novembre 2021, la Grèce a [ouvert](#) deux nouveaux camps de migrant.e.s sur les îles de **Kos** et **Leros**. Il s'agit d'installations isolées, fermées et hautement militarisées, au sujet desquelles plusieurs ONG ont maintes fois exprimées de sérieuses inquiétudes.
- Le 21 novembre 2021, Alarm Phone a [signalé](#) 71 personnes en détresse sur l'île de **Crète**. Bien que les autorités aient été informées, personne n'est intervenu. Les personnes ont finalement été secourues par un cargo, mais une personne est toujours portée disparue.
- [Sept migrant.e.s](#) sont morts dans un accident de voiture alors qu'ils tentaient d'échapper à un contrôle de police et huit sont blessés. L'accident a eu lieu sur une autoroute près de la frontière gréco-turque.
- Quatre membres de l'Association italienne d'études juridiques sur l'immigration ont été placés en [garde à vue](#) par une patrouille mixte (composée de policiers grecs, de la police des frontières et d'agents de **Frontex**) lors d'une visite sur le terrain à la frontière gréco-macédonienne, dans le village grec d'**Idomeni**. Même si les quatre membres avaient tous les documents requis pour entrer sur le territoire grec, les policiers et les agents de Frontex les ont ramenés à la frontière et les ont obligées à passer en **Macédoine**.
- **Athènes** a accueilli plus de [700 femmes afghanes](#) depuis la prise de pouvoir des talibans cet été. Un nombre plus élevé que dans tout autre pays. Elles sont arrivées par l'intermédiaire d'organisations internationales, de groupes d'aide et de particuliers qui ont fait directement pression sur le gouvernement. S'il s'agit d'une évolution positive, les frontières de la Grèce restent largement fermées aux migrant.e.s et aux demandeurs.ses d'asile, y compris aux citoyen.ne.s afghan.e.s qui arrivent par les frontières terrestres et maritimes.
- L'International Rescue Committee a publié le [rapport](#) '*A chance for a better future : La vie indépendante assistée et la protection des enfants non accompagnés en Grèce*'. Le rapport analyse l'amélioration de la situation des enfants réfugiés non accompagnés en Grèce et souligne les principaux défis et points critiques qui doivent encore être abordés.

25/10/2021 - 15/11/2021

- Le 26 octobre, [4 personnes](#) se sont noyées près de l'île grecque de Chios, dont 3 enfants.
- Après avoir quitté la Turquie le 27 octobre, [382](#) demandeurs.ses d'asile ont débarqué sur l'île grecque de Kos le 31 octobre. Il s'agissait principalement de personnes venant du Pakistan, d'Afghanistan, du Bangladesh, de la Syrie, d'Iran et du Liban. En raison des mauvaises conditions météorologiques, les

migrant.e.s ont alerté les autorités et ont été assisté.e.s par les garde-côtes helléniques. Cependant, ces derniers sont montés à bord du cargo et ont commencé à naviguer vers la Turquie. Selon [l' Aegean Boat Report](#), [Alarm Phone](#) et les [images vidéo](#) partagées par les migrant.e.s à bord, il semble que les garde-côtes helléniques aient tenté un refoulement. Il s'agirait de la plus grande opération de refoulement jamais réalisée par les autorités grecques. Cependant, après la pression de la société civile, du [Haut Commissariat aux Réfugiés](#), des [médias](#), et après quatre jours en mer où les migrant.e.s n'ont reçu ni nourriture, ni eau, ni soins médicaux, les garde-côtes helléniques ont débarqué les migrant.e.s sur l'île de Kos.

- Cinq député.e.s de la commission LIBE se sont rendus en Grèce pour [une mission d'enquête](#) sur les migrations. Le président de la commission LIBE, López Aguilar, a commenté la mission lors d'une conférence de presse. Il a déclaré que l'un des objectifs de la mission était d'aider l'UE à faire mieux concernant les mécanismes de solidarité énumérés dans le Pacte européen sur les migrations. Il a également souligné la nécessité de sécuriser les frontières extérieures et a parlé des « énormes améliorations » dans les centres d'accueil grecs. L'eurodéputée allemande de gauche, Cornelia Ernst, a [documenté](#), dénoncé et empêché le refoulement de cinq demandeurs.se.s d'asile sur l'île de Samos.
- Le ministre grec des migrations, Notis Mitarachi, a déclaré qu'une surveillance plus poussée des éventuelles violations des droits aux frontières grecques pourrait constituer une [violation de l'État de droit](#).
- Une jeune femme du Burundi et un mineur du Congo ont poursuivi Frontex pour la première fois depuis la naissance de l'Agence européenne. Tous deux accusent Frontex de complicité dans une opération de refoulement de la Grèce vers la Turquie. Ils se sont rencontrés le 28 novembre 2020 car ils faisaient partie d'un groupe de 18 demandeur.se.s d'asile arrivés sur l'île grecque de Lesbos. Le groupe a été victime d'un refoulement orchestré par les garde-côtes grecs. Outre cet épisode, ils ont tous deux été victimes d'autres incidents et de pushbacks en 2020 et ont donc décidé de porter plainte contre Frontex.

05/10/2021 - 25/10/2021

- Malgré le point de passage frontalier terrestre hautement militarisé entre la Grèce et la Turquie au niveau du [fleuve Evros](#), les migrant.e.s tentent de traverser et sont continuellement repoussé.e.s vers la **Turquie**. Les ONG et la population locale n'ont pas accès à la frontière pour documenter et dénoncer les violations. 38 personnes sont déjà mortes dans le fleuve Evros en 2021.

- Le 18 octobre 2021, 26 ONG ont [dénoncé](#) le fait que 60% des personnes hébergées dans les camps de réfugiés en Grèce n'ont pas accès à une aide alimentaire.
- Une [enquête d'Aljazeera](#) a révélé comment la Grèce prive des milliers de réfugié.e.s de leur liberté pendant de longues périodes et dans de mauvaises conditions. Selon le Conseil grec pour les réfugiés, en juillet 2021, parmi les personnes détenues à **Kos**, plus de 90 l'étaient depuis plus d'un an.
- L'ONG Mare Liberum a [dénoncé](#) les nombreuses tentatives des autorités grecques d'entraver leur travail de surveillance des violations des droits humains en mer Égée.
- L'ONG Aegean Boat Report a [documenté](#) un dernier refoulement le 18 septembre d'un groupe de personnes arrivées à **Lesvos** et retrouvées plus tard à la dérive sur un radeau de sauvetage par les garde-côtes turcs.
- L'Autorité nationale grecque pour la transparence (EAD) peut agir en tant qu'organisme indépendant qui enquêtera sur les rapports de refoulement de migrant.e.s, a [déclaré](#) le gouvernement grec.

23/09/2021-05/10/2021

- Le 4 octobre 2021, Alarm Phone [alerté](#) sur la présence d'au moins 67 personnes en détresse en **mer Égée**. Les garde-côtes grecs sont informés.
- Face aux inquiétudes croissantes concernant les [refoulements grecs](#) aux frontières maritimes et terrestres, le ministre grec de la migration [rejette](#) un mécanisme de surveillance des frontières.
- La Grèce [suspend l'expulsion](#) d'un Syrien handicapé et souffrant de problèmes de santé chroniques suite à l'octroi de mesures provisoires par la **Cour européenne des droits de l'Homme**.
- INTERSOS Hellas, le Forum grec des migrants et le Forum grec des réfugiés ont lancé une [campagne](#) appelant à l'accès pour tous, y compris les sans-papiers, au **vaccin COVID-19**.

06/09/2021 - 22/09/2021

- Selon Euractiv, "la Commission européenne a demandé à la Grèce de mettre en place un [mécanisme "indépendant"](#) pour surveiller et éviter les refoulements de migrant.e.s à sa frontière, comme condition pour débloquer un financement supplémentaire de 15,83 millions d'euros pour la migration demandé par Athènes".
- Le 18 septembre 2021, la Grèce a ouvert le premier camp de réfugié.e.s fermé officiel financé par l'UE sur l'île de Samos. Ce camp, qui ressemble à une [prison](#), est équipé de "clôtures en fil de fer barbelé, de

caméras de surveillance, de scanners à rayons X et de portes magnétiques". Le 19 septembre 2021, un [incendie majeur](#) s'est déclaré dans le camp de migrants de Vathy, sur l'île grecque de Samos.

- Une autorité d'appel a [annulé la décision](#) du bureau régional d'asile selon laquelle une famille afghane pouvait retourner en Turquie, car celle-ci ne pouvait pas être considérée comme un pays tiers sûr pour les demandeurs.se.s.
- La Grèce a demandé des fonds à l'UE pour déployer des unités de patrouille et des systèmes de surveillance afin d'intercepter [tout Afghan traversant son territoire](#). Les fonctionnaires de l'UE ont jusqu'à présent refusé, "insistant sur le fait que tout paiement doit être lié à la mise en place par la Grèce d'une autorité de contrôle indépendante afin de garantir que personne ne soit refoulé illégalement".
- À l'approche du premier anniversaire de l'incendie qui a détruit le camp de réfugiés de Moria à Lesbos, [quarante-cinq organisations de la société civile](#) ont appelé l'UE et le gouvernement grec à mettre fin à la politique de confinement et d'exclusion des réfugié.e.s, renforcée par les nouvelles installations d'accueil en Grèce. Alors que les réfugié.e.s accueilli.e.s dans les camps financés par l'UE sur les îles grecques "préfèrent [être renvoyés](#) en Afghanistan et tués par les talibans".
- Le [Lesbos Bulletin Update de septembre](#) sur la réponse de l'UE à Lesbos, par le Conseil grec pour les réfugiés et Oxfam, se concentre sur la décision ministérielle conjointe du gouvernement grec, publiée le 7 juin 2021, de considérer la Turquie comme un pays tiers "sûr". 63% des résident.e.s actuel.le.s du camp de Mavrovouni (appelé Moria 2) sont des citoyen.ne.s afghan.e.s, qui sont directement affecté.e.s par cette décision.

19/08/2021 - 06/09/2021

- Le 5 septembre 2021, Alarm Phone craint un nouveau refoulement illégal en **mer Égée** depuis qu'ils ont perdu le contact avec [85 personnes](#) à la dérive, près de l'île de Folegandros.
- Le 27 août 2021, le ministre grec des migrations **Notis Mitarakis** a présenté au Parlement une proposition législative visant à [accélérer les expulsions](#) de migrant.e.s. La Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, **Dunja Mijatović**, a [appelé le gouvernement grec](#) à aligner ce projet de loi sur les expulsions et le retour aux normes relatives aux droits humains. En particulier, l'article 40 de ce projet de loi "entraverait sérieusement le travail de sauvetage effectué en mer par les ONG, ainsi que leurs capacités de surveillance des droits humains en mer Égée". Les

autorités grecques ont précédemment [déclaré](#) que "la Grèce ne deviendra pas une "porte d'entrée" en Europe pour les demandeurs d'asile afghans".

- L'organisation Refugee Support Aegean a publié une [note](#) sur le fonctionnement de la procédure d'asile grecque au cours du premier semestre 2021.
- Alarm Phone [dénonce](#) le fait que 14 personnes sont bloquées depuis plusieurs jours à la **frontière gréco-turque**, sans eau ni nourriture, et que certaines sont gravement blessées. Les autorités ont été alertées mais ne réagissent pas.
- La police grecque a [infligé des amendes](#) de 5 000 euros aux demandeurs.d'asile entrant dans le pays, en les traitant comme des touristes n'ayant pas effectué de test Covid-19 à leur arrivée.
- Le 20 août 2021, la Grèce a [annoncé](#) avoir terminé la construction d'un mur de 40 km à sa frontière avec la Turquie et mis en place un nouveau système de surveillance pour empêcher d'éventuels demandeurs.d'asile d'essayer d'atteindre l'Europe.

27/07/2021 - 19/08/2021

- Dans un nouveau [rapport](#), intitulé « EU funding for the integration of migrants and refugees in Greece : The clock is ticking », deux ONG, International Rescue Committee (IRC) et Common Ground, affirment que les fonds de l'UE pour l'intégration des réfugié.e.s en Grèce pourraient être investis plus efficacement.
- Au cours du premier semestre 2021, la Grèce a libéré près de 10 000 ordres de **détention de migrant.e.s**, dont [9 227](#) qui ont été émis dans le cadre de retours ou d'expulsions. L'ONG grecque Refugee Support Aegean (RSA) a [dénoncé](#) cette privation systématique de liberté et l'inaccessibilité des recours ainsi que le manque de soutien psychologique, médical et juridique adéquat dans les centres de détention de migrant.e.s.
- Plus de 4 200 migrant.e.s [vivent](#) dans des conditions déplorables dans les limbes du camp de réfugiés de **Kara Tepe**, sur l'île grecque de Lesbos, construit après la destruction du camp de Moria. 45% d'entre eux sont des mineurs.
- Le 30 juillet 2021, le médiateur grec a [demandé](#) la libération de 19 personnes détenues illégalement dans le centre de détention avant renvoi de l'île grecque de Kos.

06/07/2021 - 27/07/2021

- Le 22 juillet 2021, un [nauffrage au large de l'île de Crète](#) a fait au moins 10 disparu.e.s. 37 autres personnes, dont une femme et un enfant,

principalement originaires de Syrie et d'Irak, ont été secourues par les garde-côtes grecs.

- Une [décision historique](#) du Comité européen des droits sociaux - dans le cadre d'une plainte déposée par la Commission internationale de juristes (CIJ), le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE) et le Conseil grec pour les réfugiés - estime que la Grèce viole le droit à l'éducation des enfants migrants sur les îles de la mer Égée. En 2021, seuls 7 des 2.090 enfants dans les camps sur les îles étaient scolarisés.
- La Grèce a [ouvert une enquête](#) contre quatre ONG, dont Aegean Boat Report, qui s'emploie à dénoncer et à documenter les refoulements de migrant.e.s et de réfugié.e.s, les accusant de "faciliter l'entrée illégale d'étrangers et d'espionnage". Le 26 juillet 2021, EUObserver [rapporte](#) que "la Grèce a annulé un prix décerné au travailleur humanitaire Iasonas Apostolopoulos, connu pour son travail de sauvetage de migrants et de réfugiés en mer".

22/06/2021 - 5/07/2021

- Un refoulement en mer Égée a été [signalé](#), impliquant les garde-côtes grecs et Frontex.
- Un nouveau camp de réfugiés barricadé d'environ 1.800 places ouvrira bientôt sur l'île grecque de Leros pour isoler les réfugié.e.s du monde extérieur. L'UE [a investi](#) 276 millions d'euros en 2021 pour construire de tels camps sur les îles grecques.
- Le 28 juin 2021, le ministère grec des migrations a [déclaré](#) que la Turquie devrait reprendre 1.450 migrant.e.s dont les demandes d'asile ont été rejetées, également pour dissuader de futures traversées. Dans son effort pour réformer les procédures d'expulsion et de retour, le ministère de l'Immigration et de l'Asile a [proposé un projet de loi](#) sur la "Réforme des procédures d'expulsion et de retour des citoyens de pays tiers, des questions de permis de séjour et des procédures d'octroi de la protection internationale et d'autres dispositions de la compétence du ministère de l'Immigration et de l'Asile et du ministère de la Protection civile". Alors que la Grèce a récemment déclaré que la Turquie était un "pays sûr" vers lequel renvoyer les migrant.e.s et les réfugié.e.s, le Comité international de secours (IRC) avertit que [80 % des enfants](#) soutenus par l'IRC risquent de se voir refuser l'asile en Europe et d'être expulsés.
- Un [nouveau rapport d'Amnesty International](#) pointe du doigt la violence contre les migrant.e.s et les pratiques illégales de refoulement par les autorités grecques et appelle Frontex à suspendre ses opérations en Grèce.

- La journaliste néerlandaise Ingeborg Beugel, correspondante étrangère en Grèce, [a été arrêtée](#) pour avoir hébergé un demandeur d'asile afghan.
- La décision du ministère grec des migrations de [supprimer l'aide financière](#) accordée à tou.te.s les demandeurs.ses d'asile qui ne sont pas hébergé.e.s dans des installations gérées par le ministère ou ses organisations partenaires, va sérieusement compromettre les efforts d'intégration efficaces, préviennent les organisations de défense des droits humains.
- Le 29 juin 2021, les accusés de l'incendie du camp de Vial ont tous été [acquittés](#) de l'accusation d'incendie criminel et d'appartenance à un groupe criminel. Toutefois, les groupes de défense des droits [dénoncent](#) la pratique de la Grèce consistant à poursuivre et à condamner injustement les migrant.e.s.